
UNE AGENT

D'EDUCATION POPULAIRE

Lucie Marchessault-Lussier

The head office of 'l'Association féminine d'éducation et d'action sociale' (AFEAS) is in Montreal. Founded in 1966, AFEAS is largely made up of housewives from small towns (approximately 5,000 inhabitants), is represented in thirteen regions and has 600 local clubs. Its concern is the economic education of its members.

Each month, club members study a particular problem and adopt public resolutions. Women learn to fight for their economic rights, to organize a budget and to make year-end financial statements. AFEAS conducted a survey of 1,000 women to show the economic value of wives as collaborators in small enterprises. Both the federal and provincial governments were then influenced to modify tax laws.

Une association féminine qui compte 35,000 membres au Québec, peut-elle être considérée comme agent d'éducation économique? Si on entend l'étude des phénomènes comme l'inflation, la stagflation, la récession, la valeur du dollar, le nouvel ordre économique, etc. les femmes, membres de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale, ne sont ni plus ni moins bien informées que l'ensemble de la

population du Québec. Par contre, cette association qui date de 1966 et dont les membres sont majoritairement des femmes au foyer venant surtout de localités de moins de 5.000 habitants, regroupées en 13 régions et 600 cercles locaux, s'intéresse depuis fort longtemps à l'éducation économique dans ce qui touche ses membres en tant que citoyennes et consommatrices.

L'étude mensuelle

Chaque mois, un thème choisi après enquête auprès des cercles, est au programme dans chacun d'eux, soit sous forme d'animation, ou avec l'aide d'une personne ressource, ou les deux à la fois. Le comité provincial des sujets d'étude voit à la préparation des dossiers pour chacun des sujets, et inclue un état de la question, une bibliographie et une démarche d'animation.

Voici quelques exemples:

1973-74

Les banques à charte.

1974-75

Services aux consommateurs.
L'administration publique.
Le statut légal et financier de la femme collaboratrice du mari.
Budget prévu pour un Noël heureux.
Priorité d'un budget en alimentation.

1975-76

Coopératisme et services.

Annulation d'un contrat.

Régime des rentes.

Revenu annuel garanti.

Mise à jour des garde-robes.

Loi des petites créances.

Bien manger à bon marché.

Où va notre argent.

Fonctionnement et pouvoirs des conseils municipaux, conseils de comté, commissions scolaires.

1977-78

Co-responsabilité de la famille et de l'Etat.

Revenu familial.

Ménageons l'énergie.

L'art de décorer sans trop de frais.

1978-79

Habiter au Québec comme locataires-propriétaires.

L'assurance-vie.

Démystifier la femme objet (ce que la publicité veut nous vendre).

Femme au foyer et régime des rentes.

"Ménage" de la pharmacie.

1980-81

Loisirs consommation: la femme et l'activité physique.

Habitudes d'achat en alimentation.

1981-82

Valeur sociale et économique des résolutions présentées par l'Aféas

PAS COMME LES AUTRES*

aux divers paliers de gouvernement. Alcool et famille-coût social et économique.

La revue "Femmes d'Ici", que reçoivent tous les membres, traite du sujet du mois et a aussi une chronique sur la consommation.

Résolutions-mémoires

En plus des sujets d'étude, l'Aféas achemine un certain nombre de résolutions venues des cercles et des régions qui portent sur l'économie, la consommation, la fiscalité, etc. . . Parfois ce sont des mémoires qui servent à véhiculer les préoccupations des membres, comme en 1976, le mémoire sur la loi 7 concernant la protection des consommateurs. L'Aféas a aussi participé aux sommets économiques en 78-79 et 80 et à un sommet sur la consommation.

L'Aféas participe à des sessions d'éducation économique

En collaboration avec le CRIPPE, Centre régional d'initiatives pour le progrès économique de Sherbrooke, des membres du Conseil d'administration de cette région ont pris part à une session appelée "Jeu de l'île" axée sur la macro-économie.

Selon les organisateurs et les participants, ce fut un franc succès. Selon les premiers, ces femmes ont fait montre d'autant d'intérêt et d'habiletés que d'autres groupes mieux avertis.

En 1979, les responsables du comité des arts ménagers des treize (13) régions s'intéressant aussi à la consommation, ont suivi une session du PIC: Producteur, intermédiaire, consommateur. Par la suite, certaines participantes ont collaboré à l'implantation de tels programmes dans leur région.

Question de gros sous

Lors de stages portant sur l'organisation de démarches, d'actions collectives, les membres doivent tenir compte de l'aspect budgétaire de façon à ce que leurs projets soient réalistes et réalisables. C'est aussi une forme d'éducation économique.

Les femmes qui siègent au Conseil d'administration, que ce soit au cercle, à la région ou sur le plan provincial, ont à administrer l'argent des membres donc à établir des prévisions budgétaires et à présenter des bilans à la fin de l'année. Quand on sait que certaines régions comptent 6.000 membres, c'est là aussi une excellente école de formation.

Un dossier choc

Le dossier qui a le mieux fait connaître l'Aféas est celui de "La femme collaboratrice du mari dans une entreprise à but lucratif". Par son enquête auprès de 1.000 femmes et sa démarche d'information et d'animation, l'Aféas a attiré l'attention des milieux concernés sur la

valeur économique du travail, réalisé par le conjoint dans une petite entreprise. Cette valeur économique, étant différente de celle du conjoint, doit être reconnue comme telle. Le gouvernement provincial a donné raison aux revendications de l'Aféas en modifiant la loi de l'impôt. Le gouvernement fédéral a lui aussi modifié la loi de l'impôt pour permettre la déductibilité du salaire versé au conjoint employé dans l'entreprise familiale non incorporée. Par ce dossier, l'Aféas a sensibilisé des milliers de femmes à des questions de portée économique: accès au crédit, statut d'associée ou de salariée dans l'entreprise?, assurance-vie, régime des rentes, etc.

Comme on peut le constater, l'Aféas à sa façon est véritablement un agent d'éducation économique. Grâce à ses structures à trois paliers, ses programmes d'éducation, elle fait en sorte que ses membres soient en mesure de mieux jouer leur rôle dans la société. Peu d'organismes d'hommes ou de femmes peuvent se vanter d'en faire autant. Pas étonnant qu'on retrouve plusieurs de ses membres siégeant à différents Conseils tant au plan municipal et régional qu'au plan provincial ou fédéral. Ces femmes ont fait leurs classes!

**tiré en grande partie d'un article rédigé par l'auteure pour l'Economique volume 2, numéro 2, automne 1980. Fondation québécoise d'éducation économique, Montréal.*